

# VD\_FINDINFO Arrêt / 2023 / 968 vom 29. Januar 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-01-29, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_Arr\\_t\\_\\_2023\\_\\_968](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Arr_t__2023__968)

FR: VD\_FINDINFO Arrêt / 2023 / 968 du 29 janvier 2024

IT: VD\_FINDINFO Arrêt / 2023 / 968 del 29 gennaio 2024

## Regeste

TRAVAIL CONVENABLE, SÛRETÉS, DEMEURE, ABANDON D'EMPLOI, FAUTE DE GRAVITÉ MOYENNE | 30 LACI, 45 OACI

## Erwägungen

### E. 1

a) La LPGA (loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales ; RS 830.1) est, sauf dérogation expresse, applicable en matière d'assurance-chômage (art. 1 al. 1 LACI [loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité ; RS 837.0]). Les décisions sur opposition et celles contre lesquelles la voie de l'opposition n'est pas ouverte peuvent faire l'objet d'un recours auprès du tribunal des assurances compétent (art. 56 al. 1 LPGA ; 100 al. 3 LACI, 128 al. 1 et 119 al. 1 OACI [ordonnance du 31 août 1983 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité ; RS 837.02]), dans les trente jours suivant leur notification (art. 60 al. 1 LPGA). b) En l'occurrence, déposé en temps utile auprès du tribunal compétent (art. 93 let. a LPA-VD [loi cantonale vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; BLV 173.36]) et respectant les autres conditions formelles prévues par la loi (art. 61 let. b LPGA notamment), le recours est recevable. c) Vu la valeur litigieuse inférieure à 30'000 fr., la cause est de la compétence du juge unique (art. 94 al. 1 let. a LPA-VD).

### E. 2

Le litige a pour objet le bien-fondé la suspension du droit du recourant à l'indemnité de chômage pour une durée de vingt-trois jours, au motif qu'il aurait résilié son contrat de travail avec E.\_\_\_\_\_ SA sans s'être préalablement assuré d'avoir un autre emploi.

### E. 3

a) La suspension du droit à l'indemnité est destinée à poser une limite à l'obligation de l'assurance-chômage d'allouer des prestations pour des dommages que l'assuré aurait pu éviter ou réduire. En tant que sanction administrative, elle a pour but de faire répondre l'assuré, d'une manière appropriée, du préjudice causé à l'assurance-chômage par son comportement fautif (ATF 133 V 89 consid. 6.2.2 ; 126 V 130 consid. 1 ; TF 8C\_40/2016 du 21 avril 2016 consid. 2.3). b) Aux termes de l'art. 30 al. 1 let. a LACI, le droit de l'assuré à l'indemnité est suspendu lorsqu'il est établi que celui-ci est sans travail par sa propre faute. Est notamment réputé sans travail par sa propre faute, selon l'art. 44 al. 1 let. b OACI, l'assuré qui a résilié lui-même le contrat de travail, sans avoir été préalablement assuré d'obtenir un autre emploi, sauf s'il ne pouvait être exigé de lui qu'il conservât son ancien emploi. c) Pour qu'un assuré puisse être sanctionné en vertu de l'art. 44 al. 1 let. b OACI, trois conditions cumulatives doivent être remplies. Premièrement, l'assuré doit avoir

lui-même donné son congé. Deuxièmement, il ne doit pas avoir eu au moment de résilier son contrat de travail d'assurance préalable d'un nouvel emploi. Troisièmement, il faut qu'aucune circonstance ne se soit opposée à la poursuite des rapports de travail (critère de l'exigibilité). La notion d'inexigibilité au sens de l'art. 44 al. 1 let. b OACI doit être interprétée conformément à la Convention OIT (Organisation internationale du travail) n° 168 qui permet de sanctionner celui qui a quitté volontairement son emploi « sans motif légitime » (ATF 124 V 234 consid. 3b ; sur l'ensemble de la question, voir Boris Rubin, Commentaire de la loi sur l'assurance-chômage, Genève/Zurich/Bâle 2014, n° 33 ss ad art. 30 LACI). d) Selon la jurisprudence, il y a lieu d'admettre de façon restrictive les circonstances pouvant justifier l'abandon d'un emploi. Des désaccords sur le montant du salaire ou un rapport tendu avec des supérieurs ou des collègues de travail ne suffisent pas à justifier l'abandon d'un emploi. Dans ces circonstances, on doit, au contraire, attendre de l'assuré qu'il fasse l'effort de garder sa place jusqu'à ce qu'il ait trouvé un autre emploi (TF 8C\_225/2009 du 30 juillet 2009 consid. 5.1 et la référence citée). Toutefois, on ne saurait en règle générale exiger de l'employé qu'il conserve son emploi lorsque les manquements d'un employeur à ses obligations contractuelles atteignent un degré de gravité justifiant une résiliation immédiate au sens de l'art. 337 du Code des obligations (CO, RS 220 ; TF 8C\_285/2013 du 11 février 2014 consid. 4.1). Si l'absence de versement du salaire ou le versement partiel de celui-ci, malgré une mise en demeure, justifie une résiliation immédiate, un simple différend salarial sans gravité ne justifie pas une telle manifestation de volonté (TF 8C\_606/2010 du 20 août 2010 consid. 3.2).

#### **E. 4**

Dans le domaine des assurances sociales, le juge fonde sa décision, sauf dispositions contraires de la loi, sur les faits qui, faute d'être établis de manière irréfutable, apparaissent comme les plus vraisemblables, c'est-à-dire qui présentent un degré de vraisemblance prépondérante. Il ne suffit donc pas qu'un fait puisse être considéré seulement comme une hypothèse possible. Parmi tous les éléments de fait allégués ou envisageables, le juge doit, le cas échéant, retenir ceux qui lui paraissent les plus probables (ATF 139 V 176 consid. 5.3 et les références citées). Par ailleurs, la procédure est régie par le principe inquisitoire, selon lequel les faits pertinents de la cause doivent être constatés d'office par le juge. Ce principe n'est toutefois pas absolu et sa portée est restreinte par le devoir des parties de collaborer à l'instruction de l'affaire (ATF 125 V 193 consid. 2 et les références citées). Celui-ci comprend en particulier l'obligation des parties d'apporter, dans la mesure où cela peut être raisonnablement exigé d'elles, les preuves commandées par la nature du litige et des faits invoqués, faute de quoi elles risquent de devoir supporter les conséquences de l'absence de preuves (ATF 139 V 176 consid. 5.2 et les références citées).

#### **E. 5**

a) En l'occurrence, il est constant que le recourant a résilié les rapports de travail qui le liaient à E. \_\_\_\_\_ SA sans s'être assuré d'avoir un autre emploi, si bien que les deux premières conditions cumulatives entraînant une suspension du droit à l'indemnité de chômage au sens de l'art. 44 al. 1 let. b OACI sont réunies. Demeure litigieuse la question de savoir si A. \_\_\_\_\_ peut se prévaloir de motifs qui rendaient la continuation des rapports de travail inexigibles. b) Le recourant fait valoir que l'emploi auprès d'E. \_\_\_\_\_ SA n'était pas convenable en raison du paiement partiel et ponctuel du salaire, lequel contrevenait à la CCT applicable. Cependant, aucune pièce du dossier n'atteste d'une mise en demeure de l'employeur avant que le recourant ne démissionne de son emploi. Les

échanges de messages « WhatsApp » au demeurant non traduits, ne suffisent pas. L'assuré ne démontre pas qu'il y a fixé un délai à son employeur pour le versement des salaires partiellement ou pas payés. Il n'a pas non plus réclamé de sûretés avant de démissionner. En l'absence d'une mise en demeure avant la résiliation des rapports de travail, les conditions d'une résiliation du contrat de travail fondée sur les art. 337 ou 337 a CO n'étaient donc pas réalisées, étant au demeurant observé que le recourant a résilié le contrat de travail en respectant le délai de congé. Ce n'est en effet que par courrier du 13 octobre 2022 que le recourant a mis en demeure son employeur de lui verser son salaire, à savoir au moment où l'intimée lui a demandé des renseignements concernant la résiliation des rapports de travail (cf. courrier de l'intimée du 5 octobre 2022). Aussi, il y a lieu de considérer que le recourant a quitté un emploi qui demeurerait convenable et que la continuation des rapports de travail était exigible pendant le temps nécessaire à retrouver un nouvel emploi ou tout du moins le temps de mettre en demeure son employeur pour le salaire des mois de juin et juillet 2022, ce qu'il a du reste fait en date des 13 octobre, 1<sup>er</sup> et 15 novembre 2022, soit tardivement. c) Compte tenu de ce qui précède, force est de constater qu'il n'existait aucune circonstance sérieuse qui rendait la continuation des rapports de travail inexigible. Il s'ensuit que le recourant a quitté un emploi réputé convenable au sens de l'art. 16 LACI, sans s'être assuré d'en obtenir un autre. Il s'est ainsi retrouvé au chômage par sa propre faute, s'exposant à une sanction au sens de l'art. 30 al. 1 let. a LACI. La décision attaquée doit dès lors être confirmée sur ce point.

## **E. 6**

La suspension étant justifiée dans son principe, il reste à en examiner la quotité. a) En vertu de l'art. 30 al. 3 LACI, la durée de la suspension est proportionnelle à la gravité de la faute. Elle est de 1 à 15 jours en cas de faute légère, de 16 à 30 jours en cas de faute de gravité moyenne et de 31 à 60 jours en cas de faute grave (art. 45 al. 3 OACI). Lorsque l'assuré donne à son employeur un motif de résilier le contrat de travail, il y a chômage fautif au sens des art. 30 al. 1 let. a LACI et 44 al. 1 let. a OACI. Quand bien même ce motif de sanction ne figure pas dans la liste des cas de faute grave figurant à l'art. 45 al. 4 OACI, c'est le type de faute qui est généralement retenu tant par l'administration que par les tribunaux, avec pour conséquence une suspension d'une durée minimale de trente et un jours (cf. CASSO ACH 199/18 – 86/2019 du 14 mai 2019 consid. 6a ; voir également Rubin, op. cit., n° 119 ad art. 30 LACI). Cela étant, le Tribunal fédéral a jugé que la durée de la suspension du droit à l'indemnité de chômage doit être fixée compte tenu non seulement de la faute, mais également du principe de proportionnalité et que le barème adopté par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), qui constitue un instrument précieux pour ces organes d'exécution lors de la fixation de la sanction et contribue à une application plus égalitaire dans les différents cantons, ne dispense cependant pas les autorités décisionnelles d'apprécier le comportement de l'assuré compte tenu de toutes les circonstances – tant objectives que subjectives – du cas particulier (ATF 130 V 125 consid. 3.5). b) En l'espèce, en retenant une faute moyenne, conformément à ce que prévoit l'art. 45 al. 3 let. b OACI, et non pas une faute grave (Bulletin LACI IC D75 1.D) sanctionnant le cas de perte de travail fautive au sens de l'art. 44 al. 1 let. a OACI, la caisse intimée a qualifié la faute de manière adéquate, eu égard aux faits que l'employeur n'a pas respecté les conditions fixées par la convention collective de travail dans le versement des salaires au recourant (versements du salaire tardif, incomplets, par acompte, sans quittance) malgré les demandes de ce dernier, que le recourant avait respecté le délai de congé et qu'il avait finalement entrepris le recouvrement des créances de salaires impayées. Partant, la

suspension de 23 jours, à savoir le milieu de la fourchette prévue pour une faute moyenne (art. 45 al. 3 let. b OACI), qui a été infligée au recourant n'apparaît pas critiquable ni excessive et respecte le principe de proportionnalité, de sorte qu'elle doit être confirmée.

#### **E. 7**

a) En conséquence, le recours, mal fondé, doit être rejeté et la décision entreprise confirmée. b) Il n'y a pas lieu de percevoir de frais judiciaires, la loi ne le prévoyant pas (art. 61 let. f bis LPGA), ni d'allouer de dépens, dès lors que le recourant n'obtient pas gain de cause (art. 61 let. g LPGA a contrario). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. Le recours est rejeté. II. La décision sur opposition rendue le 21 septembre 2023 par la Caisse de chômage X. \_\_\_\_\_ est confirmée. III. Il n'est pas perçu de frais de justice ni alloué de dépens. Le juge unique : \_\_\_\_\_ Le greffier : Du L'arrêt qui précède est notifié à : ■ A. \_\_\_\_\_ (recourant), ■ Caisse de chômage X. \_\_\_\_\_ (intimée), - Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.